

# DECISION EL 07 - 049

## *La Cour Constitutionnelle,*

- VU* la Constitution du 11 décembre 1990 ;
- VU* la Loi n° 91-009 du 04 mars 1991 portant loi organique sur la Cour Constitutionnelle modifiée par la Loi du 31 mai 2001 ;
- VU* la Loi n° 2006-25 du 05 janvier 2007 portant règles générales pour les élections en République du Bénin ;
- VU* la Loi n° 94-015 du 27 janvier 1995 définissant les règles particulières pour l'élection des membres de l'Assemblée nationale, modifiée par les Lois n°s 98-036 du 15 janvier 1999 et 99-016 du 12 mars 1999 et remise en vigueur par la Loi n° 2003-01 du 08 janvier 2003 ;
- VU* la Loi n° 2001-21 du 21 février 2003 portant charte des partis politiques ;
- VU* le Décret n° 2006-681 du 11 décembre 2006 portant convocation du corps électoral pour les élections législatives de mars 2007 ;
- VU* le Décret n° 2007-004 du 12 janvier 2007 portant nomination des membres de la Commission Electorale Nationale Autonome (CENA) chargée de l'organisation matérielle et de la gestion de l'élection des membres de l'Assemblée nationale de mars 2007 ;
- VU* le procès-verbal n° 002/CC/SG-07 du 13 janvier 2007 portant prestation de serment des membres de la CENA ;
- VU* la Décision EL 07-024 du 23 mars 2007 autorisant le report de la date du scrutin du dimanche 25 mars 2007 au samedi 31 mars 2007 ;



*VU* le Décret n° 2007-129 du 23 mars 2007 portant convocation du corps électoral pour les élections législatives de mars 2007 ;

*VU* la Proclamation des résultats des élections législatives du 31 mars 2007 faite par la Cour Constitutionnelle le 07 avril 2007 ;

*VU* le Règlement Intérieur de la Cour Constitutionnelle ;

Ensemble les pièces du dossier ;

Oui Monsieur Christophe KOUGNIAZONDE en son rapport ;

Après en avoir délibéré ;

**Considérant** que par requête du 1<sup>er</sup> avril 2007 enregistrée à son Secrétariat Général le 03 avril 2007 sous le numéro 0940/089/EL, Monsieur Marius DADJO HOUEGBAN, candidat aux élections législatives de mars 2007 dans la 24<sup>e</sup> circonscription électorale, saisit la Haute Juridiction d'un recours « en invalidation des suffrages de la liste " Alliance pour une Dynamique Démocratique (ADD) " dans la 24<sup>e</sup> circonscription électorale » ;

**Considérant** que le requérant expose : « ...Le candidat AHOUANDJINOUC Lucien de l'Alliance pour une Dynamique Démocratique (ADD) est Directeur Exécutif de l'ONG *Jeunesse Ambition (ONG-JA)*. Il a assimilé les actions de ladite ONG aux actions politiques. Il a même transformé le siège de l'ONG en direction de campagne de l'Alliance pour une Dynamique Démocratique (ADD) dans la commune de Zagnanado.

De plus, il a procédé à l'achat de conscience des électeurs en distribuant de tissu, de pagne et de l'argent. Ces pratiques contraires à la constitution qui ont gravement entaché la crédibilité des élections doivent être sévèrement sanctionnées pour décourager les auteurs » ; qu'il conclut en demandant à la Cour Constitutionnelle de procéder à l'invalidation des suffrages de l'ADD dans la 24<sup>e</sup> circonscription électorale ;

**Considérant** qu'aux termes de l'article 55 alinéa 1<sup>er</sup> de la Loi n° 91-009 du 04 mars 1991 portant loi organique sur la Cour Constitutionnelle modifiée par la Loi du 31 mai 2001 : « *L'élection d'un député peut être contestée devant la Cour Constitutionnelle durant les dix jours qui suivent la*

*proclamation des résultats du scrutin* » ; que selon l'article 57 alinéa 1<sup>er</sup> de ladite loi : « *Les requêtes doivent contenir les nom, prénoms, qualité et adresse du requérant, les noms des élus dont l'élection est attaquée, les moyens d'annulation évoqués* » ;

**Considérant** que la requête de Monsieur Marius DADJO HOUEGBAN a été enregistrée le 03 avril 2007 au Secrétariat Général de la Cour avant la proclamation le 07 avril 2007, par la Haute Juridiction, des résultats des élections législatives du 31 mars 2007 ; que, dès lors, elle est prématurée et doit être déclarée irrecevable ;

## **DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : La requête de Monsieur Marius DADJO HOUEGBAN est irrecevable.

**Article 2** : La présente décision sera notifiée à Monsieur Marius DADJO HOUEGBAN, au Président de la République, au Président de l'Assemblée Nationale et publiée au Journal Officiel.

Ont siégé à Cotonou, le vingt avril deux mille sept,

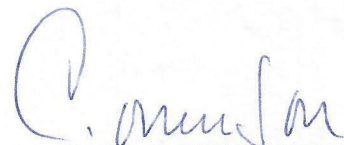
Madame	Conceptia	D. OUINSOU	Président
Messieurs	Jacques D. Idrissou Pancrace Christophe	MAYABA BOUKARI BRATHIER KOUGNIAZONDE	Vice-Président Membre Membre Membre
Madame	Clotilde	MEDEGAN NOUGBODE	Membre

*Le Rapporteur,*



**Christophe KOUGNIAZONDE**

*Le Président*



**Conceptia L. D. OUINSOU**